

## ARTS &amp; SPECTACLES

Les salles de spectacles convenables se font rares

## Contact ontariois se cherche un toit



MARC ANDRÉ  
JOANISSE  
majanisse@ledroit.com

Contact ontariois est toujours à la recherche d'un lieu de diffusion apte à répondre à ses besoins. Les premières notes du 27<sup>e</sup> marché du spectacle ontarien ont été entendues, hier, mais le problème demeure omniprésent, a avoué le directeur général de Réseau Ontario, Frédéric Julien.

« Il nous faut une salle pouvant accueillir entre 400 et 500 spectateurs avec des capacités techniques capables de répondre à nos besoins. Ça ne s'arrête pas là. Cette salle devrait être située à proximité d'un complexe hôtelier d'au moins 125 chambres. »

**« Il nous faut une salle pouvant accueillir entre 400 et 500 spectateurs avec des capacités techniques capables de répondre à nos besoins. Ça ne s'arrête pas là. »**

**Frédéric Julien**

Des salles de spectacles de la capacité désirée, il y en a. Tiens, le Centre national des arts, mais le CNA est passablement occupé à ce temps-ci de l'année.

L'an passé, Contact ontariois a traversé la rivière des Outaouais et s'est installé au Musée cana-



Petit entretien entre le président du MIFO, Gilles Laporte, le directeur général de Réseau Ontario, Frédéric Julien, et le chanteur Paul Demers.

dien des civilisations et l'expérience s'est avérée concluante.

Toutefois, les responsables de l'événement ont dû revoir leurs plans. « C'est l'endroit tout désigné, a admis Frédéric Julien, mais nos bailleurs de fonds sont de l'Ontario et ils ont insisté pour que Contact ontariois se déroule en sol ontarien. On les comprend. »

#### Constructions à venir

Il reste quoi ? Il reste peu, a insisté le directeur général.

Il y a la construction de cette salle de 500 places, projetée par la ville d'Ottawa et la Société de musique de chambre, mais le

projet est sur la glace.

Une autre initiative, de l'entreprise privée cette fois, prévoit la construction d'une salle de spectacles dans l'est d'Ottawa. L'échéancier est inconnu. Chose certaine, il n'est pas question de 2009. Pour 2010, peut-être.

Et il faut oublier le Centre des congrès d'Ottawa. L'endroit sera fermé en août prochain et sera au cœur d'un projet d'agrandissement qui devrait s'échelonner sur une période de trois ans.

« On pourrait se tourner vers Toronto, mais les coûts seraient exorbitants. »

Pour son édition 2008, Contact ontariois s'est tourné vers le

MIFO d'Orléans. « C'est superbe, mais la scène est un peu étroite. Au fond, l'idéal n'existe pas. »

Malgré tout, artistes et diffuseurs se sont à nouveau tournés vers le Contact.

« On vit certaines incertitudes, mais il n'est pas question de sabrer dans la qualité. On s'ajuste et je m'attends à ce que la plupart des participants quittent tout en étant satisfaits. De notre côté, on va continuer notre lobbying. Notre slogan, *En attendant*, est fort révélateur et il se veut un message politique. »

Contact ontariois propose à nouveau, ce soir, des extraits de spectacles regroupés sous le

titre *En attendant... on chante sur toutes les gammes!* Sur le coup de 19h30, sur la scène du MIFO, le public pourra entendre

Stéphane Bélanger, Marie-Luce Béland, Brigitte Saint-Aubin, Bombolessé, Raphaël Torr et Pascal Lejeune. Demain, ce sera autour de Mélanie LeBlanc, Nabila Ben Youssef, Ginette et Mathieu D'Astous, Charles Dubé, Johnny Cajun et Florent Volant.

**POUR Y ALLER  
QUOI ? Contact ontariois  
OÙ ? Au MIFO  
QUAND ? Jusqu'à demain  
RENSEIGNEMENTS ? 613 830-0217**

Des proches rendent hommage aux victimes de Bathurst

Je droit 17 jan

P17

## « Je peux encore sentir ton accolade »

BATHURST — L'émotion était à son comble, hier après-midi, à Bathurst, au Nouveau-Brunswick, alors qu'avaient lieu les funérailles communes des adolescents qui, avec l'épouse de leur entraîneur de basket-ball, ont été victimes d'un terrible accident de la route dans la nuit de samedi.

Des milliers de gens vêtus de rouge — les Phantoms, l'équipe de basket-ball dont les sept garçons étaient membres, portent des uniformes rouges et noirs — s'étaient entassés dans un aréna local, en mesure d'accueillir environ 4000 personnes. Des écrans installés à l'extérieur permettaient à des centaines d'autres de suivre la cérémonie.

« Vous avez perdu vos précieux fils », a affirmé le maire de Bathurst, Stephen Brunet, aux familles des jeunes victimes.

« Nous avons perdu sept de nos futurs meneurs. Imaginez un moment ce qu'ils auraient pu faire. »

Nathan Cleland, Justin Cormier, Daniel Hains, Javier Acevedo et Codav Branch étaient âgés de 17 ans, Nickolas Quinn avait 16 ans, et Nicholas Kelly en avait 15.

Des proches ont rendu hommage à chacun d'entre eux. Avec une grande tristesse, mais parfois aussi avec humour, ils ont souligné leurs qualités, les travers qui ne les rendaient que plus sympathiques, et les rêves et ambitions qu'ils ne pourront jamais réaliser. Certains se voyaient jouer au basket-ball dans la NBA, le circuit professionnel nord-américain. D'autres entendaient devenir médecin, ingénieur ou pompier.

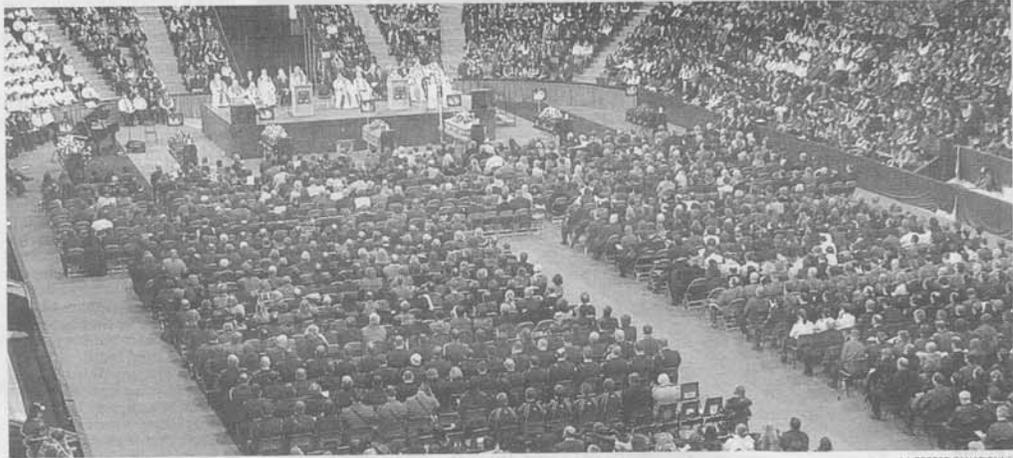
Tanya Nguyen a affirmé que Javier Acevedo avait ensoleillé la vie de sa famille.

Des sanglots ont pu être entendus lorsqu'elle a raconté de quel façon Javier a été le bébé de sa mère, son « bon fils ».

« J'ai tant de merveilleux souvenirs, il est difficile de savoir par où commencer. Mais chaque souvenir commence avec ton sourire. Je peux encore sentir ton accolade — forte, vraie, réelle — toujours prête pour moi. »

Emily Cleland a quant à elle rappelé la compassion qu'avait son frère pour les autres.

« Nathan était l'une de ces personnes qui vous écoutait même



L'aréna avait pris des allures d'église. Sept cercueils étaient alignés devant une petite scène sobrement aménagée pour l'occasion. Sur chacun, on avait déposé des fleurs, une photo du défunt de même que le numéro de son maillot.

s'il ne comprenait pas ce qui vous arrivait. En fait, il préférerait écouter. Mon frère était du genre fort et silencieux. Mais lorsqu'il avait quelque chose à dire, c'était toujours profond et plein d'esprit. »

L'évêque du diocèse catholique de Bathurst, M<sup>gr</sup> Valéry Vienneau, a lu un message au nom

du pape Benoît XVI, qui a dit inclure les proches des victimes dans ses prières. Le saint père a aussi exprimé ses profondes sympathies.

M<sup>gr</sup> Vienneau a reconnu qu'il était difficile d'accepter le fait que « toute histoire humaine doit se terminer par la mort », surtout, comme dans le cas présent,

« par une mort si soudaine et tragique ». Mais, comparant la vie à un chemin, il a ajouté que la mort des sept adolescents ne constituait pas la fin de leur voyage, mais le milieu de celui-ci.

De nombreux dignitaires étaient présents, parmi lesquels le premier ministre du Nouveau-

Brunswick, Shawn Graham, et Herménégilde Chiasson, lieutenant-gouverneur de la province.

Les funérailles de Beth Lord auront lieu aujourd'hui. La femme de 51 ans, épouse de l'entraîneur, enseignait dans une autre école que celle fréquentée par les garçons disparus.

LA PRESSE CANADIENNE

## Un survivant de l'accident était assis au bon endroit

BATHURST — À seulement deux minutes de chez lui, Bradd Arseneau s'était fermé les yeux et il écoutait de la musique sur son lecteur iPod quand il a entendu un de ses amis s'exclamer « Whoa! ». Tout est ensuite devenu noir.

M. Arseneau a décrit mardi les moments qui ont mené à l'accident dévastateur qui, tôt samedi, a coûté la vie à huit personnes et plongé dans un deuil profond la communauté de Bathurst, dans le nord du Nouveau-Brunswick.

Wayne Lord, l'entraîneur des Phantoms de Bathurst High, était au volant d'une fourgonnette allongée de 15 places dans laquelle prenaient place les membres de son équipe de basket-ball. Douze des 15 sièges étaient occupés et, comme

M. Arseneau était sur le point de l'apprendre, le siège choisi par chacun allait départager les survivants des victimes.

« J'étais assis directement derrière M. Lord sur le banc de la seconde rangée », a-t-il dit lors d'une entrevue accordée à son domicile de Bathurst, où il se remet de côtes fracturées et d'un poumon meurtri.

Fatigué, souffrant et hésitant à raconter ce qui s'est produit, M. Arseneau affirme que personne ne peut être blâmé pour cette tragédie.

« Ce n'est pas de sa faute »

« Je pense que M. Lord trouve ça très difficile, a-t-il dit au sujet de son entraîneur, qui a perdu sa femme de 51 ans, Beth, dans l'accident. Il ne devrait pas, parce

que ce n'est pas de sa faute. »

Randy Arseneau, le père du garçon, explique que son fils n'a pas vu ce qui s'est produit parce que, comme plusieurs autres des garçons, il somnolait après une longue journée et un match difficile.

Après avoir entendu un de ses amis lancer ce cri d'alarme, Bradd Arseneau a perdu conscience.

« Il s'est réveillé sur le plancher de la fourgonnette, a raconté son père. Il a dit que c'était comme émerger d'un gouffre profond et sombre. Il a entendu Katie, et Tim était là, et ils se sont reconfortés. Tim était à l'extérieur de la fourgonnette mais ils ont quand même pu se tenir par la main en attendant les secours. Bradd est le premier à avoir été

emmené à l'hôpital [...]. Il ne se souvient pas de beaucoup plus. Je pense que c'est un souvenir qu'il veut oublier, mais je suis certain qu'il n'en sera pas capable. »

Randy et sa femme Peggy O'Neil Arseneau ont expliqué que la scène à l'hôpital, où les papas et les mamans attendaient de connaître le sort de leur enfant, était « le pire cauchemar de tout parent ».

« J'étais anéanti, donc je comprends ce que ressentent les autres parents parce que c'est ce que j'ai ressenti pendant environ une heure. J'étais dépassé. Je ne peux pas imaginer la douleur que mes amis, les autres parents, doivent traverser parce que leur enfant ne sont jamais revenus. »

LA PRESSE CANADIENNE

Québec investira 940 000 \$ dans le projet de 2 millions \$

# Terrain de soccer synthétique à l'UQO



**CHARLES  
THERIAULT**  
ctheriault@ledroit.com

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) reçoit 940 243 \$ du gouvernement du Québec pour construire le terrain de soccer à surface synthétique.

Le porte-parole de l'UQO, Jean Boileau, a confirmé que l'institution a reçu de la ministre de

l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, une lettre annonçant la subvention. Ajoutée à la subvention de 400 000 \$ versée par la Fondation des Jeux de la Francophonie, la somme promise par Québec permet à l'UQO de construire le terrain de soccer dès cette année.

« Nous sommes en négociation avec la Ville de Gatineau qui pourrait contribuer aussi au projet et des donateurs privés sont aussi intéressés. Il s'agit d'un projet qui coûtera 2 millions \$ qui comprend la surface

synthétique et l'éclairage mais qui ne comprendra pas de gradins. Les gradins pourront venir plus tard mais pour le moment, nous n'avons pas les moyens de les construire », a expliqué M. Boileau.

## Équipe universitaire

Le terrain de soccer sera aménagé près de l'intersection des boulevards Taché et Saint-Joseph, dans le secteur Hull. La présence de ce terrain pourrait permettre à l'UQO de mettre sur pied une équipe universitaire de

soccer extérieur.

L'université a déjà une équipe de soccer intérieur. L'UQO envisage aussi la création d'une équipe de football universitaire mais ce projet pourrait prendre plusieurs années à se réaliser.

Le directeur général de l'Association régionale de soccer de l'Outaouais (ARSO), Richard Gravel, est enchanté d'apprendre la construction du terrain à surface synthétique. « Nous travaillons ce dossier depuis quatre ans avec l'UQO. Il nous faudrait quatre terrains à

surface synthétique à Gatineau et nous en aurons deux (incluant celui de la Polyvalente Mont-Bleu). Cela permet à la région de suivre l'évolution du soccer au Québec. De plus, la création d'une équipe universitaire représenterait un débouché intéressant pour les joueurs de soccer des niveaux secondaire et collégial. Le terrain pourra aussi servir à l'organisation de matches internationaux », a déclaré M. Gravel dont l'association regroupe 10 000 joueurs de soccer à travers la région.



Le terrain de soccer à surface synthétique sera aménagé près de l'intersection des boulevards Taché et Saint-Joseph, dans le secteur Hull.

ARCHIVES, LeDroit

PH  
7 jours  
24 heures

### Ajout à l'UQO

Après de nombreux rebondissements, l'Université du Québec en Outaouais (UQO) obtient finalement une subvention du gouvernement provincial qui servira à la l'établissement d'un terrain de soccer et football synthétique. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, a annoncé une subvention maximale de 49,74% du montant du projet et ce, jusqu'à concurrence de 940 243 \$. Le terrain sera situé à côté du pavillon Alexandre-Taché. (24h)

24heures.ca



Le jeudi 17 janv 2008

## La base militaire de Borden: «un calvaire pour les francos»

[Hugo de Grandpré](#)

La Presse  
Ottawa

**En arrivant à Borden, des militaires francophones se font dire que la base est unilingue anglophone. Des mémos rédigés en français leur sont retournés pour être réécrits en anglais. On recommande aux soldats d'apprendre l'anglais – ou de se trouver un traducteur.**

Ce sont certains des témoignages de recrues de la base ontarienne, contenus dans un document d'enquête rédigé par l'ombudsman de la Défense nationale et obtenus par La Presse grâce à la Loi sur l'accès à l'information.

L'ombudsman Yves Côté a tiré la sonnette d'alarme il y a un an à propos de cette base où près de 1500 jeunes francophones recrutés par la Défense nationale convergent chaque année. Intolérance, discrimination... « Les recrues avec qui je me suis entretenu ont exprimé de sérieuses difficultés et des frustrations à l'égard de la chaîne de commandement », a écrit M. Côté au général Rick Hillier, chef d'état-major de la Défense canadienne.

L'échange de lettres qui a suivi entre les deux hommes a mené à une série de promesses pour remédier à la situation. Or, en septembre dernier, soit près d'un an plus tard, l'ombudsman a constaté que rien n'avait changé. « Nos enquêteurs se sont rendus à la base du 19 au 21 juin derniers », a-t-il écrit le 24 septembre, dans une autre lettre adressée au général Hillier.

« Après avoir organisé des assemblées ouvertes et effectué des sondages confidentiels, ils m'ont informé que la situation était en fait pire et que son ampleur était plus importante que je ne l'avais cru précédemment. »

### Sombre portrait

La Presse a obtenu un extrait du rapport de ces enquêteurs. Le document a été rédigé à partir de témoignages de recrues francophones qui dressent un sombre portrait de leur vie à BCF Borden.

« On se fait dire qu'on devrait s'habituer à parler anglais, que le français n'est que pour une minorité », s'est plaint un étudiant.

« C'est fortement recommandé de prendre son trou et d'attendre l'info en français, qui n'arrive souvent jamais », a affirmé un autre.

« Lorsque j'ai fini mon cours de recrue, je me suis retrouvé à Borden (...) pendant neuf mois, a raconté l'un d'eux. Calvaire pour les francos. Puisqu'ils ne parlaient pas français, ils nous laissaient dans une salle à perdre notre temps pendant que les anglos faisaient plein d'activités. »

Plusieurs recrues disent ignorer leurs droits et recours en tant que francophones dans l'armée. « C'est la première fois en quatre ans que je rencontre quelqu'un qui me parle

de mes droits en ce qui a trait à la langue française. Il va falloir m'expliquer pourquoi cette réunion va régler ce gros problème. »

Quelque 185 élèves francophones ont ainsi été consultés. « Il est apparu évident suite à nos consultations que les mesures linguistiques prises localement depuis novembre 2006 étaient insuffisantes pour renverser les tendances à elles seules », ont expliqué les enquêteurs.

Ils ont recommandé plus d'argent, plus de personnel et une meilleure valorisation du français pour corriger le problème.

« Pour nos enquêteurs, a conclu Yves Côté dans sa lettre du 24 septembre, il était clair que cela nuisait au développement professionnel de ces recrues et que leur moral s'en ressentait. »

### **Une visite bientôt**

Le major-général Walter Semianiw, qui occupe le poste de champion des langues officielles des Forces canadiennes, a répondu à Yves Côté le 7 novembre. Il a affirmé que des mesures immédiates seraient prises pour corriger la situation. Ces mesures incluent des « réunions d'information pour assurer la sensibilisation de la direction ».

M. Semianiw a aussi promis de mettre sur pied un plan « pour répondre aux préoccupations à moyen et à long terme qui remettent en question l'éducation en français ». À la Défense nationale, on précise que ce plan pourrait s'échelonner sur trois ans et inclura l'embauche d'un plus grand nombre d'instructeurs francophones.

M. Côté a depuis démissionné de son poste. Dans une entrevue accordée au quotidien *Le Droit*, il a affirmé que ce départ n'avait rien à voir avec le dossier de Borden. Mais le suivi des nouvelles mesures reste à faire.

Au bureau de l'ombudsman, on indique que l'ombudsman intérimaire, Mary McFadyen, retournera à Borden dans les prochaines semaines pour voir si des changements ont réellement été apportés.

Avec la collaboration de William Leclerc.



Le jeudi 17 janv 2008

## La moitié des écoles de Montréal sont défavorisées

D'après La Presse Canadienne  
Montréal

**La clientèle de la moitié des écoles de l'île de Montréal est considérée comme étant défavorisée selon les données du Ministère de l'Éducation, une situation qui multiplie les risques d'échec scolaire et de décrochage.**

Selon les données obtenues auprès du ministère par le *Journal de Montréal*, 206 des 412 établissements primaires et secondaires de Montréal ont eu un indice de milieu socioéconomique (IMSE) de défavorisation élevé pour l'année scolaire 2006-2007.

La situation n'est pas rose non plus dans la grande région métropolitaine, où plus du tiers des écoles sont considérées défavorisées selon les standards.

Au sommet des écoles les plus défavorisées trône l'école Bienville située dans l'arrondissement Villeray-Saint-Miche-Parc-Extension. En fait, cette école de la Commission scolaire de Montréal se retrouve parmi les 10 pour cent d'établissements les plus défavorisés de tout le Québec.

La présidente de l'Alliance des professeurs, Nathalie Morel, a travaillé pendant 14 ans dans des écoles défavorisées. Elle dit y avoir constaté que les enfants qui vivent dans des conditions de pauvreté et de sous-scolarisation s'éloignent de la réussite scolaire.

Selon Mme Morel, le ministère de l'Éducation pourrait aider les écoles défavorisées à s'en sortir en abaissant le ratio d'élèves dans les classes et en mettant en branle plus de programmes d'aide.



January 17, 2008

## 'Your precious sons' Thousands turn out to commemorate high school athletes killed in New Brunswick crash

By CHRIS MORRIS, CP

BATHURST, N.B. -- The seven high school basketball players killed in a highway accident in northern New Brunswick last weekend were remembered yesterday as talented athletes, bright students and future leaders who would have accomplished great things had their lives not been tragically cut short.

"You have lost your precious sons," Bathurst Mayor Stephen Brunet told the families of the boys, who were joined by thousands of mourners inside a local arena.

"We have lost seven future leaders. For a moment just imagine in your mind what they could have done."

The caskets of the seven boys were covered with a spray of flowers. A large photo of each boy sat at the head of the coffins, along with their team number.

People began arriving at the arena -- some clutching flowers -- hours before the start of the multi-faith service.

Eight people died at the scene of the accident on Saturday -- the seven boys and the coach's wife, Beth Lord, 51, whose funeral will be held today.

### COMPASSION

Five of those who died -- Nathan Cleland, Justin Cormier, Daniel Hains, Javier Acevedo and Codey Branch -- were 17 years old. The other two students were Nick Quinn, 16, and Nicholas Kelly, 15.

Emily Cleland remembered her brother's compassion.

"He was one of those people who would listen to you even if he didn't understand what you were going through," she said in a eulogy.

Dale Branch said his son always seemed to know what he wanted in life, at times even against the advice of his parents, and he was always able to face any obstacles in his way.

"Codey was definitely a young man who had thoughts and ideas of what he wanted to do from a very young age," he said.

Branch recalled his son's decision last summer to switch from another school in the city to Bathurst High so he could play for the Phantoms.

"We reminded him of the challenges he would face changing schools in Grade 12," said Branch. "But he was determined to meet the challenges head-on, and meet them he did."

### SENSE OF HUMOUR

Nick Quinn's soccer coach, Alex Proctor, remembered the young player for his sense of humour.

"Nicky led a full life -- even though it was short, it was a life full of laughter and love," said Proctor.

"When I first heard the news, I simply couldn't believe it. Nicky was too young, too full of promise. During the short time he graced this Earth with his presence, he made so many people happy and accomplished so

much."

About 4,800 people filled the building for the funeral and another 700 watched on a video feed at a nearby arena.

Businesses across the city of 12,000 closed for the funeral.

The lights were dimmed near the end of the two-hour service as mourners stood in silence holding candles.

Across the province, students were asked to wear red to remember the boys. The Bathurst High Phantoms wear red and black jerseys.

The funeral was carried live on television and radio broadcasts across the country.

Members of the Moncton High Purple Knights, the team Bathurst played on Friday, attended the funeral. The team from Moncton has added the Phantoms emblem to their jerseys in memory of the boys from Bathurst.



## Boundary 2020 regional high schools plan met with a united front of local opposition under 'Protect Our Kids' banner

By **TOM VAN DUSEN**

KEMPTVILLE -- Emboldened by the Elementary Teachers' Federation of Ontario, parental opposition to consolidation proposals put forward by the Upper Canada District School Board under the banner Boundary 2020 has reached a fever pitch.

About 75 parents and teachers met here over the weekend, drawn by the ETFO's "Protect Our Kids" campaign aimed at convincing the board its plan to transfer Grade 7 and 8 students to regional high schools is "downright irresponsible."

### SAFER ENVIRONMENT

The federation contends elementary schools offer a safer learning environment for young adolescent children and an environment less open to bullying and more closely connected to local communities.

A petition was launched at the meeting and an opposition coalition formed in order to present a united front. Municipal politicians in attendance also promised to take whatever steps that are open to them to block any possible school closures.

In a surprise side skirmish, the tone of the campaign has drawn the ire of the Secondary School Teachers Federation of Ontario, which is accusing its elementary level counterparts of unfairly smearing the state of regional high schools in an attempt to further their own agenda.

In response to a question from a Gananoque high school teacher who resented his learning environment was being portrayed as a "den of inequity", Seeley's Bay mother Rebecca Keates insisted she's only trying to protect her younger children from "non age appropriate behaviour" by keeping them in elementary school through to the end of Grade 8.

Shanly farmer Shawn Carmichael said parents want to keep their children in elementary schools to help foster leadership abilities before they move on to the more competitive high school educational setting.

Both Carmichael and Keates, who launched a Facebook Group called "Oppose Boundary 2020" with more than 500 members, have emerged as leaders of the parental resistance against consolidation.

The consolidation proposal calls for the closure of several rural schools, limiting availability of French language instruction, and reconfiguring existing school catchment areas.

### COMMON THEME

Carmichael emphasized a common theme that closing rural schools is shortsighted in an era when rural communities are growing, primarily due to residential overflow from Ottawa.

Because professional educators have a duty to speak up, ETFO president David Clegg said the federation is resisting Boundary 2020, condemning the "one size fits all" approach.

January 17, 2008

## **Report favours black school in T.O.**

By DON PEAT, SUN MEDIA

Toronto school trustees are expected to approve the creation of the province's first publicly funded Africentric alternative school following two upcoming board meetings.

The school's creation, along with the implementation of Africentric programming in three other schools, are the major recommendations to address the needs of black students that were presented to trustees at a closed-door meeting last month.

A document, entitled "Issues in Black Student Achievement," leaked to the media yesterday, includes a staff discussion paper trustees received in December and advises the creation of a black-focused alternative school in the northwest area of the city.

In the discussion paper, staff concludes that an Africentric school would comply with board policy on alternative schools and gives a clear choice for Toronto parents.

Staff caution the location depends on the availability of an existing school and warns that a site might not be accessible to everyone.

Another risk of creating the school is that the minimum enrolment required for junior kindergarten to Grade 8 may be difficult to achieve, staff state, and the decision-making process may not be finished for a September 2008 start up.

The report also recommends establishing Africentric programs in three existing schools -- elementary, middle and secondary -- in three other areas of the city.

Although no specific schools are named, staff say options are limited to schools with a significant enrolment of black students and dependent upon the school community's commitment to following an African-based curriculum.

### **BOARD-WIDE TARGETS**

Other responses to "closing the achievement gap" include creating an intervention strategy that would specify board-wide targets and timelines for student achievement.

Although the board hasn't correlated student achievement with student demographic data provided in its 2006 census, staff lists statistics that they say concludes Caribbean, West African and East African students are behind Canadian students academically.

The report states 40% of students from the Caribbean fail to complete Grade 10, along with 32% of East African, 26% of West African and 23% of Canadian students.

"Observable evidence shows disproportionately higher levels of black student suspensions and expulsions," it states.

Board officials yesterday announced a special committee meeting for Jan. 29.

Trustee Chris Bolton, program and school services committee chairman, said the meeting is not to debate the idea of Africentric schools, but to get public input on the program for the benefit of the review team that would establish the alternative school.

If the committee decides to create the school, trustees will vote on that the next day.

January 17, 2008



## More legal woes for former christian school

### Second class-action suit launched against closed Anglican-run college

By The Canadian Press

A second class-action lawsuit has been filed against the now-closed Grenville Christian College private school near Brockville.

The suit, which also names the Anglican Diocese of Ontario, claims the school was run as a mind-control cult that left former students physically, mentally and sexually traumatized.

The suit asks for \$200 million in damages and seeks to block the sale of the school and its 107-hectare property by the St. Lawrence River.

An earlier class-action suit was filed in November and Ontario Provincial Police are also conducting a criminal investigation into complaints of sexual and physical abuse.

The suit states that Anglican authorities knew or should have known that the school was deviating from church doctrine and that practices being followed would lead to students being harmed.

None of the allegations against the school, church or individuals have been proven in court.



January 17, 2008

## Extra holiday doesn't add up for all employees

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

Workers at some of Ottawa's largest employers won't be spending time with their families on Family Day.

The province's newest statutory holiday, set to debut on Feb. 18, was mandated by Premier Dalton McGuinty just days after his Liberal party swept back into power at Queen's Park in October.

The Ontario Ministry of Labour proclaims that on the third Monday in February, "most employees will get a day off with pay, enabling them to spend time with their family and loved ones."

But the provincially legislated holiday doesn't apply to everyone.

The federal civil service, for example, does not fall under the jurisdiction of Ontario's Employment Standards Act.

Likewise, employers who already afford employees more than the minimum nine days off per year are not obliged to add Family Day.

In some cases, employers who observe Family Day are rescinding paid days off in its place. It is up to each individual union to negotiate the holiday into its own collective bargaining agreement.

It has become a point of contention among local labour representatives and management groups.

"The idea is good but the execution has problems," said Ottawa Chamber of Commerce chairman Richard Clayman. "It's really the logistics, the cost and the lack of universality. That's when problems arise, when the holiday can't be applied to everyone."

Area schools, along with many retailers and service providers, will be closing their doors Feb. 18.

But Ottawa hospital workers, represented by CUPE Local 4000, won't be taking the day off because their contract already gives employees one paid day off each month. Union president Bruce Waller said he is in negotiations to recognize Family Day starting in 2009.

"It's a non-issue for us," said Ottawa Police Association president Charles Momy whose members have had a clause allowing for additional statutory holidays for more than a decade.

Other unionized workers who don't have similar language in their contract are, in Momy's words, "out of luck."

"It gets very confusing and convoluted because of the wording of various collective agreements," said Ottawa and District Labour Council president Sean McKenny. "The vast majority of labour lawyers are telling the unions, if you're not given the day off, grieve it."

McKenny said dire predictions over the holiday's negative impact on Ontario's economy are "ludicrous."

"They're making the assumption people are just going to stay home all day and do nothing," said McKenny.

---

STAT HOLIDAYS

Statutory holidays in Ontario:

- New Year's Day, Jan. 1
- Family Day, Feb. 18
- Good Friday, March 21
- Victoria Day, May 19
- Canada Day, July 1
- Labour Day, Sept. 1
- Thanksgiving, Oct. 13
- Christmas Day, Dec. 25
- Boxing Day, Dec. 26

The Civic Holiday at the beginning of August is not an official statutory holiday.